ROBIN DES BOIS
ASSOCIATION DE PROTECTION DE
L'HOMME ET DE L'ENVIRONNEMENT
15, RUE FERDINAND DUVAL
75004 PARIS
TÉL. 01.48.04.09.36

N° 31
HIVER 1997-1998
25 F

ROBIN DES BOIS

LA FLÈCHE

2 LES GALÈRES DE CARLA, ROSA ET RITA
3 LA DICTATURE DES CONTENEURS
4 BABY FOOT
6 VU EN THAÏLANDE
7 O PAU ROSA
9 L'ALAMBIC DANS LA JUNGLE
10 ENTRE CHANEL ET ROBIN DES BOIS
12 LES MAUVAIS COUPS À VENIR
14 SAUVONS 45 EMPLOIS
15 LE SALAIRE DE LA PEUR
16 LE CRI DE LA FORÊT

LES GALÈRES DE CARLA, ROSA ET RITA

Dans la nuit du 25 novembre 1997, le MSC Carla battant pavillon panaméen se casse en deux à 500 km des Açores dans les eaux internationales. Il appartient à la Méditerranean Shipping Company (MSC) huitième armateur mondial.

Parti du Havre à destination de Boston, le Carla se dédouble sans couler. Long de 290 mètres, le Carla en faisait 200 en 1972. En 1984, il a subi une opération économique, la jumboïsation qui rallonge les bateaux par l'implantation d'une prothèse centrale. La nuit de sa scission, le Carla transportait 2000 conteneurs. En l'absence d'information délivrées par la compagnie, les conteneurs de matières dangereuses sont évalués à 300 environ. Le 28 novembre, la Direction de la Sûreté des Installations Nucléaires (DSIN) annonce que le MSC Carla transporte 3 sources radioactives scellées en France et destinées aux hôpitaux américains et que selon le plan de chargement du navire les sources se trouvent dans la partie avant du navire. Le 30 novembre, le Carla avant sombre par 3000 m de fond. 1000 à 1200 conteneurs restent plus ou moins solidaires de l'épave engloutie et quelques dizaines partent au gré des flots; dans un 2ème communiqué, la DSIN confirme que le Carla avant a coulé par 3000 mètres de fond. Le Carla arrière, est exposé aux pires difficultés. Les sauveteurs n'arrivent pas à remettre en route le générateur principal qui permettrait de pomper l'eau s'engouffrant dans les machines. Il est envisagé si les conditions météo le permettent de fournir l'énergie électrique en tirant un câble depuis le remorqueur russe. Du grand art ! Le 8 décembre, la voie d'eau est maîtrisée. Le Carla arrière est remorqué vers les îles Canaries. Il arrive le 20 décembre à Las Palmas. 587 conteneurs sont déchargés. On apprend plus tard que des centaines de bouteilles d'armagnac et de cognac de 1934, 1947, 1957 et 1000 caisses de vins de Bordeaux ont été perdues.

Le dimanche 30 Novembre 1997, le MSC Rosa M un autre porte-conteneurs de la Méditerranean Shipping Company est en difficulté à la sortie de la Baie de Seine, il bat pavillon cypriote.

Le Rosa M quittait Rouen pour la côte est de l'Afrique et de la Réunion. Il a une gîte proche de 36° bâbord. Une bien mauvaise posture pour un bateau lancé en 1978, dont l'état général n'est pas mauvais et dont des clapets de citernes de ballastage (La Flèche n°28) ne se seraient pas refermés. La mer est moyenne. La gestion de crise à bord du Rosa M est compliquée par les difficulté de communication de l'équipage. Le commandant est italien et la majorité malgache, croate ou des îles Samoa. Face aux risques de chavirage imminent, l'équipage quitte le bord. Après la signature d'un contrat "no cure no pay" (pas de résultat, pas de paiement) entre l'armateur et la compagnie Abeilles International, le Rosa M est remorqué vers Cherbourg. Si les Abeilles sauvent le Rosa M, l'armateur reversera une indemnité calculée en fonction de la valeur du navire et de la cargaison. Si les Abeilles échouent, l'armateur ne paiera rien. Après consultation de la Préfecture Maritime, il est décidé de ne pas rentrer le convoi dans la grande rade de Cherbourg et d'échouer le Rosa M à l'est sur des fonds sableux, à 400 m du rivage, avec des rafales de vent de 100 km/h. Selon la Préfecture Maritime, "la cargaison du Rosa M ne présente aucun caractère dangereux", alors qu'un représentant de la MSC venait de nous déclarer "que le Rosa M ne contenait pas de marchandises particulièrement dangereuses". Dans la nuit, 2 conteneurs et 2 fûts de lubrifiants tombent à la mer. Cette information n'est pas confirmée par la Marine Nationale. 2 jours après, le Préfet maritime émet un bulletin d'alerte sur les risques de découverte en mer et sur l'estran de fûts et de conteneurs. Le 4 décembre, le Rosa M est toujours échoué. Les sauveteurs travaillent au pompage de la cale, dans des conditions extrêmement hostiles; Robin des Bois apprend de source très bien informée, que des gaz toxiques, des matières inflammables et corrosives, des matières dangereuses diverses de la classe 9 sont à bord, à l'exclusion de toute matière radioactive. A la suite d'un communiqué de Robin des Bois, la Préfecture Maritime parle de "20 kg de peinture et 2 ou 3 bouteilles de white spirit". A une riveraine, responsable d'une association locale qui s'inquiète auprès de la Marine Nationale de la sécurité et de la salubrité du littoral, il est répondu que "le bateau contient des pommes de terres et qu'il sera possible d'aller les ramasser quand elles arriveront sur la plage". Des précisions ultérieures obtenues par Ouest France auprès de la capitainerie du port de Rouen évoquent 120 t de matières dangereuses et une réserve de fuel de 2000 t. Dans certaines cales, les conteneurs ou autres emballages sont immergés. Le Rosa M est finalement déséchoué entre 23 h et minuit dans la nuit du dimanche 7 décembre. Il garde une gîte bâbord de 16°. Le chef des opérations de sauvetage souhaite que le convoi reste à l'extérieur des abris de Cherbourg et parte sur le Havre le plus vite possible. Après 1 h de discussions tendues entre remorqueurs, il est finalement décidé, avec l'autorisation expresse des autorités militaires, de rentrer le Rosa M en grande rade, à 3 h du matin. Après une semaine de pompage, de réarrimage et de mise en sécurité, le Rosa M, tous feux éteints, avec une gîte de 6°, est rentré à l'aube du dimanche 14 dans le port du Havre, escorté et pris en charge par 5 remorqueurs; quelques pompiers étaient à bord. Tous les membres de l'équipage normal ont sans doute rejoint le Havre par la route. A bord il n'y avait que des sauveteurs. "Celui là, il revient de très loin" lançait l'un deux, à des familiers regroupés sur le quai de l'écluse François 1er. Il revenait certes, de très loin, mais il avait simplement quitté l'estuaire de la Seine, 15 jours plus tôt. Dés son accostage, une barge venait pomper les 2000 t de fuel. Jusqu'au bout, il y eut un danger de marée noire.

Le 17 décembre 1997, le MSC Rita, parti du Havre et arrivé à Boston le 21 décembre déclare avoir perdu 70 conteneurs en mer. L'un des radars a été endommagé ainsi que le système principal de lutte contre le feu. A bord, un conteneur de flacons de parfums est fuyard, un conteneur de liquides inflammables est éventré. 50 autres conteneurs sont endommagés. Un plan d'urgence se met immédiatement en place. Le Rita est remis en état et allégé avant de poursuivre sur Baltimore, Hampton Roads et de revenir sur Anvers.

Malgré la série noire matérielle - pas un homme n'a été perdu - Stephan Snijders, responsable de MSC, reste impavide. "Le public oublie trop souvent que les transports maritimes se font par mer, on navigue sur des autoroutes et si on a un jour de retard, on risque de perdre le client". Entre le début de l'article et la fin, la MSC est passée du 8ème rang mondial au 6ème. Elle a en effet commandé en décembre 2 porte-conteneurs neufs d'environ 4000 boîtes. Une première pour l'armateur qui s'approvisionnait jusqu'alors sur le marché de l'occasion.

LA DICTATURE DES CONTENEURS

Depuis l'accident en décembre 1993 du porte-conteneurs, le Sherbro, rebaptisé quelques semaines après Ursula Delmas (La Flèche n°25), les riverains de la façade atlantique française savent que la pêche à pied, les promenades sur le littoral, la pêche en mer peuvent être dangereuses ou interdites suite à la dérive et à l'échouage de conteneurs; de même, certaines activités industrielles ou tuyaux d'évacuation de rejets peuvent être menacés. Des dizaines de plaintes contre l'arrivée de milliers de détonateurs en état de marche sur les plages ont été déposées par des syndicats de pêcheurs et des communes. Aucune n'a connu de suite judiciaire alors que ces détonateurs étaient exactement du même type que les détonateurs destinés à Elf Gabon, embarqués sur le Sherbro et fabriqués en France.

Le conteneur est un opaque. La transparence n'est pas son fort. L'accident du Rosa M a confirmé que les chargeurs ne déclaraient pas le poids exact des marchandises embarquées. 3 à 4 tonnes non déclarées par conteneur, par souci d'économie, se multiplient par centaines de conteneurs et peuvent provoquer une gîte que les équipages doivent corriger en cours de route ... avec plus ou moins de réussite. Le manque de connaissances sur les quantités et les emplacements des matières dangereuses retardent les opérations de sauvetage et facilitent de la part des autorités la rétention d'informations.

L'administration américaine vient d'alerter à nouveau les armateurs et les autorités portuaires internationales sur l'augmentation du trafic de cocaïne dans les conteneurs à partir des ports de l'Amérique du Sud. Les conteneurs masquent aussi le trafic d'armes et de matières animales dont le commerce international est interdit, comme l'ivoire et les peaux de reptiles. Sur un chargement de 4000 conteneurs, seuls 20 à 30 dans le meilleur des cas sont inspectés par les services douaniers. L'hégémonie des conteneurs fait émerger des économies parallèles.

Les porte-conteneurs sont encore gérés par des armateurs spécialisés connaissant les limites et la fragilité de ces navires assujettis à des rotations rapides. Les contraintes de vitesse en mer et de rapidité de manutention à quai ont des effets mal connus sur la solidité des structures et la rigidité des coques. La rupture du Carla est sans doute l'un des premiers symptômes d'une épidémie de casse en mer qui touche déjà depuis 10 ans des cargos plus classiques comme les minéraliers ou les céréaliers. L'arrivée des porte-conteneurs sur le marché de seconde main et leur acquisition par des armements fantômes non spécialisés aggraveront les négligences de maintenance et les risques d'insécurité pour les équipages et pour l'environnement.

La Convention Internationale sur la sécurité des conteneurs garantit seulement la solidité des conteneurs dans des conditions normales d'exploitation, de manutention, de gerbage et de transport. Cette Convention ne s'intéresse pas aux bateaux, elle est seulement signée par 50 pays. Panama et Chypre, pays d'immatriculation du Carla et du Rosa et de beaucoup de bateaux battant pavillon de complaisance, n'en sont pas signataires.

Le culte des conteneurs envahit les cerveaux dans les ministères. Ils y sont perçus comme le moteur de l'économie mondiale alors qu'ils n'en sont que l'emballage. Dans une réunion de présentation du projet Port 2000, au Havre, (La Flèche n°28/29), le représentant de la Direction des Transports Maritimes s'émerveille de la formidable capacité de reproduction de ces boites de ferrailles: "D'ici la fin de la réunion il en sera fabriqué 200 à travers le monde". Une représentante du Ministère de l'Aménagement du territoire et de l'environnement s'enflamme: "les conteneurs doivent développer la vision maritimiste de la France; Il faut remettre le Havre en situation de visibilité, valoriser localement les flux, dégager des stocks de répartition, offrir des alternatives à Paris en terme d'emplois, créer des offres immatérielles et régler une bonne fois pour toutes en fonction **des rapports de force** l'économie portuaire et l'écologie de l'estuaire".

En 1993, la capacité moyenne des porte-conteneurs était de 2000 boîtes, en 1995 de 4000 boîtes, en 1997 de 5500 boîtes. Aujourd'hui, apparaissent sur le marché des porte-conteneurs d'une capacité de 8500 boîtes, soit des monstres de 300 m de long, 45 m de large avec des bourrins de 200 000 cv. Les moyens logistiques et la coordination politique entre les préfectures maritimes et terrestres sont dérisoirement insuffisants au regard des difficultés à maîtriser de tels géants qui pour une raison ou une autre ne seraient plus manoeuvrables. Les ports, selon le directeur du Port Autonome du Havre ne sont en la matière que des "suiveurs". C'est à dire que face à l'évolution d'une oligarchie d'armateurs, ils sont obligés de transformer les sites portuaires et les accès nautiques au risque de bouleverser les écosystèmes des côtes ou des estuaires. C'est ainsi que le Havre pour répondre aux exigences des transporteurs propose de combler la moitié de l'embouchure actuelle de la Seine pour faciliter la mise à quai des monstres. Les ports du monde entier sont exposés aux mêmes exigences.

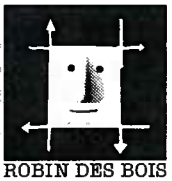
Ces remembrements maritimes entraînent des dragages pharaoniques, des anéantissements de paysages, des variations sédimentologiques et hydrodynamiques incontrôlables. Tout cela pour répondre aux diktats de **trois** armateurs internationaux: l'anglo-hollandais P&O Nedlloyd, le danois Maersk et le japonais Nippon Yusen Kaisha. Le seul objectif de ces conglomérats est d'améliorer la faible rentabilité du transport par mer des conteneurs en augmentant le volume transporté et en réduisant les équipages et les frais de port. Sur terre, ils s'efforcent de créer des corridors ferroviaires privés chargés d'évacuer ou de drainer sans délais les flots continentaux de conteneurs.

Robin des Bois a écrit à ces méga-transporteurs pour leur faire part des bouleversements et des risques pour l'environnement entraînés par la démesure de leurs navires. L'objectif à terme est d'aboutir à la limitation des dimensions des porte-conteneurs. L'environnement des ports de commerce intéresse les riverains, l'opinion publique, relève des compétences des administrations nationales et échappe aux compétences de l'Organisation Maritime Internationale (OMI).

LA FLECHE

DIRECTEUR DE PUBLICATION : JACKY BONNEMAINS
RÉDACTION, DOCUMENTATION, INVESTIGATIONS :
JACKY BONNEMAINS, CHARLOTTE NITHART, JEAN-PIERRE EDIN, DAVID BRUNO, JEAN-PIERRE GEISMAR, NATHALIE GEISMAR-BONNEMAINS, CLAIRE KENNEDY, HUBERT HOVASSE, LAURENT DELGAL.
COORDINATION : ODILE MALASSIS
MANCHETTE : MARIA ARNOLD ET ANNE GALLET
ILLUSTRATIONS :
LA SELVA VALBUENA , EDITORIAL EVEREST
LE CRI DE LA FORÊT, NONO VINCENT, EDITIONS AKONA MBA
CHARLOTTE NITHART
MAQUETTE ET IMPRESSION : IMPRIMERIE OUDEVILLE
34 RUE LE BRUN 75013 PARIS
TIRAGE 3500 EXEMPLAIRES - IMPRIMÉ SUR PAPIER RECYCLÉ

La Baule - 21 et 22 Septembre 1993
Contribution de Robin des Bois
aux 2èmes assises Nationales
des Déchets Industriels



Saint-Denis : un grand stade sur un terrain miné ?

A Saint-Denis, dans la banlieue nord de Paris, le site pressenti pour la construction du grand stade de la coupe du monde de football de 1998, est une friche industrielle où Gaz de France exploitait jusqu'en 1950 une des usines à gaz les plus importantes de l'agglomération parisienne.

A Nantes, en décembre 1990, le chantier de construction d'un immeuble résidentiel a fait une découverte d'archéologie industrielle, encombrante et fort coûteuse. L'une des premières pelleteuses arrivées sur le site plongeait son godet dans des cuves dont la présence avait été oubliée et qui contenaient des résidus de distillation de la houille, matière première des usines à gaz de la première moitié du siècle.

11 mois de travaux ont été nécessaires pour extraire du sous-sol 1130 tonnes de déchets liquides phénolés, cyanurés et benzéniques, 337 tonnes de goudrons, 544 tonnes de gravats et 200 m3 de sciures contaminées.

Aujourd'hui, 8 millions de francs ont été dépensés alors que le site est dépollué à 80%. Les travaux de la résidence les Hauts de Talensac ont repris. La dépollution du site de l'allée des Tanneurs a en outre démontré l'insuffisance du réseau français d'élimination des déchets puisqu'une partie des résidus a du être "provisoirement" stockée dans des wagons-citernes ou dans des classe I.

Pire. Après l'alerte de Nantes, Gaz de France a été invité par le Ministère de l'Environnement à dresser la liste des anciens sites d'usines à gaz. On en est aujourd'hui à plus de 740.

A Vire et à Dinard, d'autres découvertes viennent d'avoir lieu. Le site du Cornillon sur la Plaine Saint-Denis appartient aujourd'hui à la ville de Paris. Avant toute transaction ou cession, c'est juridiquement à elle que revient le devoir de faire les investigations nécessaires à la localisation, à la quantification et à l'élimination des résidus.

A quelques kilomètres de la Plaine Saint-Denis, à Gonesse, les travaux de jonction entre l'autoroute A1 et la départementale 125 sont bloqués depuis plus d'un an par la mise à jour d'une ancestrale et gigantesque décharge d'hydrocarbures et d'huiles.

A la Plaine Saint-Denis, on ne sait rien sur les résidus de l'usine à gaz. On déclare seulement savoir que les stockages de charbon étaient sur la partie nord du site.

Selon Gaz de France, il n'y aurait rien à craindre si, sur les sites d'anciennes usines à gaz, étaient implantés des bâtiments sans fondations - supermarché , hangars - ou des parkings.

Destiné éventuellement à l'un des plus grands stades du monde, le terrain de Saint-Denis est miné et étant donné l'impérative maîtrise des délais, le gouvernement aurait tort en l'occurrence de s'y aventurer.

Rien ne sert de partir, il faut courir à point. La fable du Stade de France qui sera cette année récitée au monde est une coproduction du Comité Français d'Organisation, des milieux d'affaires sportives et mercantiles, et de quelques journalistes racontant sur les ondes et les écrans publics l'épopée des Boy's Band du ballon rond. Tout ce petit monde a en commun avec le monde politique d'être virtuose de la langue de bois et assoiffé de popularité. Ce couple dangereux et effronté a finalement emmené la Coupe du Monde dans une entreprise hasardeuse et un marigot de goudron, un endroit borné d'où s'élève la clameur des autoroutes et où se referment les pièges de la savane industrielle. La France, qui en automne 1994 a jeté les bases d'une politique ambitieuse de réhabilitation "des points noirs" hérite en 1998 d'un stade de 80 000 personnes englué dans un site pollué inscrit à l'inventaire national avec la mention "traitement en cours". L'eau souterraine a la mémoire des pollutions et les industriels historiques réunis au sein du Groupe de Travail National sur les sols pollués ont la mémoire courte et le bras long au point d'imposer au Ministère de l'Environnement le concept de pollution acceptable. Il leur permettrait de revendre leurs patrimoines pollués à des promoteurs immobiliers à la condition bien sûr que les valeurs limites d'expositions fixées par les industriels eux-mêmes ne soient pas dépassées, y compris pour les bébés, les grands parents et les joueurs de ballon. L'idée est de fixer pour chaque substance dangereuse une dose journalière admissible (DJA) rapportée au poids corporel et administrable à chaque individu tous les jours de sa vie, sans provoquer d'effet nuisible. Le Stade de France s'inscrit dans cette perspective scabreuse.

Le site sélectionné après 5 ans d'atermoiements est celui de la plus grande usine à gaz de France Le complexe du Landy-Cornillon produisait le gaz d'éclairage et de chauffage de la moitié de Paris entre 1889 et 1957, à partir de la distillation du charbon (La Flèche n° 25-26). Par jour de fonctionnement, la sous-production fatale de goudrons et d'eaux ammoniacales était environ de 150 et 300 t; tous ces déchets liquides étaient stockés dans des fosses maçonnées ou des lagunes, injectés dans des puits absorbants ou utilisés par les usines voisines. Ces unités industrielles étaient régies par le décret du 28 janvier 1867 et l'instruction aux préfets du 10 février 1867: "Vous reconnaîtrez qu'on s'est attaché à retrancher de la réglementation spéciale sur les usines à gaz tout ce qui pouvait être d'une gène trop grande pour le développement d'une industrie dont la nécessité est chaque jour plus démontrée" "(Traité théorique et pratique des Manufactures et Ateliers dangereux, insalubres ou incommodes, conditions de leurs autorisation et obligations industrielles à l'égard des voisins. 1887)". En matière d'obligation et de protection de l'environnement, l'axe majeur était de recommander aux voisins d'aller habiter ailleurs pour éviter les odeurs insalubres et les eaux de puits corrompues.

1993

Ils sont tous d'accord pour estimer que le coup est jouable et que le grand stade peut être livré juste à temps. Certes, ce n'est pas Vincennes ni même Nanterre, mais c'est à moins de 2 km de Paris et autrement plus rayonnant pour les troisièmes mi-temps, les produits dérivés, les campagnes de publicité, les limonadiers, les plateaux télé et les feux d'artifices que Melun-Sénart, son air pur et ses cités des échauffourées. Le président de la FIFA lui-même est confiant : "Avec la technique moderne, il faut 2 ans pour bâtir un stade de 80 000 personnes". L'instance suprême du football mondial qui prétend qu'en matière de corruption "l'OM (Olympique de Marseille) n'est qu'une goutte d'eau dans un océan" n'est pas du genre à s'attarder sur les contraintes sociologiques, hydrogéologiques et administratives locales. Le football a sa justice et ses logiques. Michel Platini veut que le stade soit le plus près possible de Paris et se réjouit déjà que la décision soit prise alors qu'elle n'est pas tout à fait prise, le maire de la commune élue prétend que s'il avait été question de construire des logements sociaux, on se serait beaucoup moins préoccupé de savoir si le terrain présentait un quelconque risque de pollution. Il parle en connaisseur: des familles ou des solitaires survivent sur la friche gazière, culti-

vent des potagers et récupèrent parfois dans les réseaux de galeries souterraines suintant le goudron et le benzène des matériaux à ferrailler. Madame le Ministre de la Jeunesse et des Sports s'engage dans la construction d'un stade convivial et écologique. Des gamins de la cité voisine des Francs-Moisins trouvent le truc génial et espèrent avoir un prix pour les billets, Gaz de France ne laisse aucun doute sur la bonne fin de la dépollution, il y aura quelques terres à brûler et des parcelles à traiter avec des bactéries gloutonnes mais pendant que les ferments travailleront en sous-sol "ça n'empêchera pas en surface de planter du gazon". Cerise confite sur le petit fromage de 25 hectares, la Ville de Paris n'écarte pas l'idée de céder gracieusement une partie du terrain. Il s'avérera par la suite que c'est la partie la plus polluée. Tout concorde pour que le futur Stade de France s'enlise dans le cloaque. Ce sera donc à Saint-Denis dans la Plaine des sites pollués. La loi 931435 du 31 décembre 1993 entérine l'erreur. Relative "à la réalisation d'un grand Stade à Saint-Denis en vue de la coupe du monde de football de 1998" elle autorise "la prise de possession immédiate par l'Etat, les collectivités publiques ou leurs concessionnaires, de tous immeubles, bâtis ou non bâtis, dont l'acquisition est nécessaire à l'organisation ou au déroulement de la coupe du monde de football de 1998". Déployant son parapluie, Madame le Ministre de la jeunesse et des sports souligne qu'aucun député ne s'est opposé à l'adoption de la loi, ce qui ne veut pas dire qu'elle a été votée à l'unanimité.

1994

Des voix s'élèvent pour préconiser l'intégration du stade dans l'environnement urbain. Elles font le complexe de la soucoupe volante et veulent que le stade ait son assiette dans la terre dionysienne. L'audit d'environnement commandé par Gaz de France révèle des traces de carburants dans les nappes superficielles, des pointes vertigineuses dans les sous-sols de vapeurs de benzène, toluène et xylène et signale les risques de migration des gaz volatils et des odeurs nauséabondes au travers des fondations. Les effets de dégazage sont tels, en certains endroits, qu'à 2 mètres de profondeur la concentration totale en hydrocarbures volatiles était de 8 micro grammes/litre d'air, de 870 micro grammes à 3 mètres et de 940 microgrammes à 5 mètres. Contre l'avis du jury et avec le seul soutien de 3 membres du Comité Français d'Organisation et de la délégation interministérielle du Grand Stade la version la plus enterrée a été choisie, jusqu'à aller taquiner les dragons des nappes polluées avec des brins d'herbes. Les consortia de constructeurs qui ont tous des filiales de décontamination des sols et sous-sols pollués ne tirent pas la sonnette d'alarme et acceptent de répondre aux appels d'offre du Ministère de la Jeunesse et des Sports sans prendre en compte les aléas et les contorsions des pollutions. Environ 50 000 t de goudrons imprégnés de terres ou de terres imprégnées de goudron sont décapées sur une profondeur de 4 à 5 mètres et brûlées dans des incinérateurs en Ile-de-France et dans le Nord-Pas-de-Calais. A la mi-décembre, le Ministère de l'Environnement publie l'inventaire des sites pollués. Le site du Cornillon y est répertorié et Robin des Bois publie l'inventaire spécifique des anciennes usines à gaz. En toute fin d'année une pollution aquatique retorse est découverte à l'endroit même où la pelouse sera plaquée.

1997

Avec 3 milliards de francs, il a été construit un terrain vague de foot où toutes les conditions sont réunies pour que le gazon meurt; jamais un préfet n'aurait autorisé l'ouverture d'un square ou d'une cour d'école dans ces conditions d'insalubrité. Le mauvais état de la pelouse est un indicateur biologique des pollutions de la nappe affleurante; elle a été imprudemment mise à nu, son écoulement déjà mal connu en phase d'approche a été modifié par les travaux de décontamination et par les perforations des premiers pieux de fondation.

800 000 t de terres sont extraites pour creuser l'emprise du stade. Elles contenaient en moyenne 5 g/kg d'hydrocarbures. Les péniches sont refusées par les décharges de gravats de démolition réservées aux produits inertes. Les terres repartent par camion en tant que matériaux de couverture de la décharge de Vémars, au nord de Roissy, inscrite au dernier inventaire des sites pollués et en tant que matériaux de comblement de carrières en Picardie, comme à Bailleul en Thérain. Autant de sites au dessous desquels les nappes sentiront le goudron dans quelques mois ou années.

Communiqué de presse,
le 12 janvier 1998
Stade de France : le gazon taudis

Quelques jours avant l'avis de la commission préfectorale de sécurité concernant le Stade de France, il nous paraît important de mettre à la disposition des journalistes et du public les informations suivantes:

- La nappe de 25 000 m3 d'eau contaminée par des hydrocarbures et de l'ammoniaque située sous le gazon du Stade de France présente en certains endroits une concentration atteignant 50 % du seuil d'explosivité. Des dispositifs (oxydeurs catalytiques) ont été installés d'urgence dans "le parking des CRS", pour brûler les parties les plus touchées.
- La zone sud-est de cette nappe qui est la plus contaminée correspond à la partie la plus dégradée du gazon du Stade de France.
- Le débit de dose de la chambre de rejets des gaz captés entre la nappe et la pelouse correspond à 3kg/h d'équivalent méthane. Le rejet se compose en fait de 12 hydrocarbures aromatiques polycycliques tous considérés comme toxiques ou cancérigènes. Il s'effectue sans autorisation préfectorale à partir de la "salle des suites" implantée entre le stade et l'A86.
- Le rendement du réseau de drainage et de captage des gaz souterrains garantit selon les constructeurs, que la teneur en gaz volatils au niveau de la pelouse ne dépasse pas la valeur limite d'exposition pour l'homme, (soit 115 micro grammes/litre d'air) calculée sur la base d'une journée 8 h de travail. C'est un mensonge de prétendre que la migration des émanations toxiques à travers la pelouse et son substrat artificiel est totalement détournée.
- L'enceinte du stade se trouve précisément sur la trajectoire d'écoulement des eaux résiduaires de la Plaine Saint-Denis, la plus ancienne zone industrielle de la région parisienne qui dès 1860 accueille des tanneries et 10 grandes usines de produits chimiques et métallurgiques. Pendant la première guerre mondiale, certaines de ses usines se sont reconverties dans la fabrication de gaz asphyxiants. Le niveau de la nappe, beaucoup plus bas il y a 20 ans, remonte progressivement après l'arrêt des pompages industriels et des captages à usage de consommation humaine.
- Au cours de l'année 1997, la nappe du Stade de France a subi des variations de niveau atteignant 2m. A l'extérieur de la paroi périphérique en ciment et en argile synthétique qui encercle la nappe, l'épaisseur des hydrocarbures surnageant atteint aujourd'hui 50 cm et pourrait à terme poser des problèmes de sécurité. Cette enceinte est implantée jusqu'à 9 m de profondeur à l'aplomb extérieur de l'ellipse de la toiture. La nappe se réalimente par les niveaux inférieurs.
- Dans le cadre de la réduction des effets nocifs de cette nappe, aucune information ou concertation n'a abordé la vulnérabilité de la pelouse et il n'y a en France aucun spécialiste de la pathologie écotoxicologique des pelouses. Les calculs de dose ont été effectués en fonction d'une seule cible: l'homme. Le laboratoire d'écotoxicologie végétale de l'INERIS (Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques) a démontré la sensibilité de certains végétaux comme l'orge et la laitue aux sols pollués par les hydrocarbures des usines à gaz.

D'autre part, des inquiétudes ont été exprimées par les organismes de contrôle sur la tenue à moyen terme des bétons de fondation et de scellement des mâts de soutien de la toiture. Dans un premier temps ces organismes ont refusé de garantir la pérennité de l'ouvrage au delà de 15 ans. La formulation des bétons en contact avec les eaux polluées a été modifiée mais les tests de vieillissement accéléré n'ont pas pu être réalisés, faute de temps.

VU EN THAÏLANDE

Deux Robin des Bois y ont lu attentivement le Bangkok Post and the Nation. Revue de presse de novembre 1997.

Les enfants ne sont pas à la fête. Malgré le déclin économique de la Thaïlande, ils viennent de Chine, du Laos, de Birmanie, du Bangladesh, d'Inde, du Pakistan. Ils travaillent 28 jours au moins par mois et 12 heures par jour. Les temps étant de plus en plus durs, les commerçants Thaï appellent souvent la police pour dénoncer ces clandestins, juste avant de les payer, après 3 ou 4 mois d'exploitation. D'autres âgés de 11 à 20 ans sont contraints à des travaux forcés, dans des espèces d'ateliers-dortoirs d'où ils parviennent de temps en temps à s'échapper. Les secteurs les plus touchés sont la pêche, l'agriculture, l'industrie et le bâtiment. L'industrie du sexe (flesh trade) emploie des jeunes chinoises mineures originaires du Yunnan. 30 % des mendiants de Thaïlande sont des enfants étrangers.

Khao Yai, le plus ancien parc national de Thaïlande, est menacé par une route d'encerclement. Aux yeux des spécialistes du Forestry Department, il s'agit de délimiter le parc et d'empêcher les intrusions humaines ou les empiétements. Mais une bonne partie de l'opinion publique emmenée par un folk singer thaïlandais pense exactement l'inverse et redoute que cette route serve d'accès aux braconniers, aux pillards, aux groupes armés.

Des gaurs, protégés de tout commerce international par la CITES, vivent sur des falaises de granit à proximité, les gens du nord les appellent "chevaux des anges" parce que, disent-ils, des animaux vivant à une telle altitude ne peuvent qu'avoir des relations mystérieuses avec le ciel.

Les pierres ne sont pas vraiment précieuses mais elles sont radioactives. Extraites aux Philippines, au Sri Lanka, les "oeil de tigre" seraient soumis en Thaïlande au bombardement neutronique ou autres irradiations pratiquées sous l'autorité du Thailand's Office of Atomic Energy for Peace. L'objectif est d'exacerber la brillance ou de changer la couleur. Ainsi les pierres jaunes virent au fauve et passent de quelques centaines de dollars à quelques milliers de dollars. Selon Bandhon Wangöharoenroang, responsable des mesures et analyses de radioactivité en Thaïlande, les teneurs, révélées par des bijoutiers japonais, peuvent générer des cancers de la peau. Certaines pierres devraient être entreposées dans des boites de plomb jusqu'en 2010. Un démenti de l'association thaïlandaise de gemmologie confirme dans un certain sens l'information : "les pierres irradiées de chrysobéryl sont seulement produites dans des laboratoires spécialisés dans la recherche".

Dans la région de Bangpoo, l'inondation d'un entrepôt d'une usine de tuyaux de plastique envoie à l'hôpital 200 personnes prises de nausées et de complications respiratoires. La firme PCK stockait dans des vieux fûts sans couvercle du chlorure d'aluminium dégageant des vapeurs au contact de l'eau. Prise en charge par PCK Plastics, cette matière est en fait utilisée par une autre filiale de la compagnie spécialisée dans les pigments de colorants de peintures et installée dans la même zone industrielle. L'incendie d'une autre usine de tuyaux en plastique à provoqué une importante pollution atmosphérique dans la province de Chon Buri. Nisakorn Kositrat, responsable des services sanitaires et anti-pollution régionaux, précise que "les émanations ne sont pas toxiques mais que leur présence en quantités importantes n'est pas bonne pour la santé".

Des soldats de l'armée régulière ont été déployés dans la forêt de Tha Song Yang pour empêcher les incursions de l'armée bouddhiste et démocratique Karen (Démocratic Karen Buddhist Army) venue de Birmanie. 500 arbres abattus clandestinement par les Karen sont surveillés par les forces de l'ordre, et au moins 500 autres auraient déjà été transportés vers la ville frontalière birmane de Manerplaw. Les grumes saisies vont être regroupées par l'Office des Forêts grâce à des éléphants. Les incidents meurtriers se multiplient au long de la frontière. Dans le parc national de Salween, 300 grumes ont fait l'objet d'une saisie pendant l'année 1997, juste avant leur transfert sur la rive birmane de la rivière et leur estampillage "felled in Burma" (La Flèche n° 30).

La Thaïlande qui interdit l'exploitation commerciale des ses forêts suite à des inondations et glissements de terrain survenus en 1988 veut importer du bois du Cambodge. L'un des premiers ministres du Cambodge, Hun Sen, s'apprêterait à autoriser la compagnie thaïlandaise Boontor 948 LTD Partnership à couper 400 000 m3 de bois au Cambodge et à les exporter vers la Thaïlande. La décision de M. Hun Sen serait consécutive au refus des États-Unis d'aider financièrement les nouvelles autorités cambodgiennes.

La décision du gouvernement de développer l'éco-tourisme dans les parcs nationaux est critiquée par les écologistes. L'idée est de considérer chaque parc comme une entreprise où le tourisme hôtelier et de loisir contribuerait à la protection de la faune, de la flore et du patrimoine architectural. Les exemples de Phuket et de Krabi démontrent que l'industrie hôtelière n'a pu être maîtrisée et s'est attribuée les plus belles plages et les plus belles zones humides.

Des palmiers à huile pour décorer et ombrager les avenues et artères de Bangkok. Beaucoup de spécialistes n'y croient pas, ils estiment le climat de la capitale trop chaud et trop sec et s'étonnent que 1600 de ces palmiers déjà transplantés aient coûté plus de 10 millions de baht (environ 1,5 millions de francs). D'autres espèces locales, plus exubérantes auraient réclamé moins d'argent et moins de soins.

A Bangkok, 1 million de mobylettes, de solex, de 2 roues, de pétaradantes en tous genres brûlant des essences de mauvaise qualité et des lubrifiants douteux à base d'huile de vidange constituent, selon le maire, la source principale de pollution atmosphérique.

Après le passage du cyclone Linda, 17 chalutiers et 200 pêcheurs ont péri en mer. Seul le Ckoke Thawee est revenu dans le port de Trat. Au Cambodge, la même Linda a fait chavirer 45 bateaux dont la plupart était en action de pêche. Au moins 200 autres pêcheurs ont péri en mer. C'était à la mi-novembre 1997. Linda aurait également endommagé la partie sous-marine du gazoduc en construction entre l'espace maritime birman, la Birmanie et la Thaïlande.

Les villageois de Kim Buri ont monté un "club éléphant" chargé d'imaginer et de mettre en place des moyens d'éviter la confrontation entre les pachydermes et les cultivateurs. Deux éléphants ont été empoisonnés après avoir bu dans une mare volontairement contaminée aux pesticides. 4 autres ont été tués par arme à feu. C'est la découverte d'un éléphanteau d'un mois, terré dans un trou de forêt d'altitude qui a incité les villageois à réagir. Le groupe d'éléphants a sans doute été décimé par des braconniers. Pour pallier la pénurie alimentaire, la première initiative est de planter des bananiers dans la région difficile d'accès où les éléphants sont réfugiés. Les éléphants aiment les bananes. La forêt de Kim Buri pourrait être élevée au rang de Parc National d'ici quelques mois.

O PAU ROSA

Robin des Bois est parti en octobre dernier dans la forêt amazonienne, à la rencontre des producteurs d'huile de Pau Rosa. Le rendez-vous avec les extracteurs-distillateurs de l'arbre rare, (La Flèche n°29/30), considéré comme en voie d'extinction depuis 1992 par l'IBAMA (Instituto Brasileiro do Meio Ambiente e Recursos Renováveis) a été suivi à Paris d'une réunion de travail avec Chanel, l'un des consommateurs d'huile de Pau Rosa. Les premiers veulent continuer à cueillir l'arbre qui embaume les fleurs, les épices et le bois, le second veut continuer à utiliser cette huile naturelle plutôt qu'un produit pétrochimique. Le tout se passe dans un massif forestier attaqué par les géants internationaux de la déforestation, par les chercheurs d'or et leurs nappes de mercure, par les feux saisonniers qui font rêver quelques années les agriculteurs ou éleveurs novices incités à quitter les villes et qui laisseront des terres nues lessivées par les pluies torrentielles. Au milieu de l'Amazonie, il y a l'Amazone, ses piranhas, dauphins, lamantins, crocodiles, poissons et ses ports de pêche, comme celui de Manaus où les vautours aiment flâner.

Le Pau Rosa, nom brésilien, était appelé "Licari Kanali" dans la région qui devint la Guyane Française, où il fut rebaptisé "bois de rose femelle" par les colons bien que son parfum ne ressemble pas à celui de la rose. De la famille des *lauraceae*, il est du genre des *Aniba* qui regroupe 41 espèces réparties à travers l'Amérique tropicale. Parmi elles, seules 2 contiennent du linalol, une essence aromatique recherchée en parfumerie pour ses propriétés fixatives: l'*Aniba Rasaeodora* et l'*Aniba Duckei* (synonyme de *Aniba Rosaeodora var. amazonica*). D'autres espèces d'Aniba, comme l'*Aniba Parviflora* et même des espèces de familles différentes sont parfois distillées volontairement ou involontairement avec, ou à la place du Pau Rosa.

Attention! Le Pau Rosa ne doit pas être confondu avec les bois utilisés comme bois de construction ou bois d'ébénisterie, du genre des *Dalbergia* et regroupés sous le terme "bois de rose". Ceux-ci poussent au Brésil, au Honduras, en Inde, et une espèce menacée d'extinction, *Dalbergia Nigra*, appelée aussi palissandre de Rio est inscrite à l'annexe I de la Cites (La Flèche n°30). Ce n'est pas non plus le bois de rose de Bolivie du genre *Machaerium*, ni même du Pau Rosa Branca (*Trichilia spp.*). Il n'a rien de commun avec le bois de rose ou Pao Rosa d'Afrique (*Swartzia Fistuloides*) utilisé en ébénisterie, ni avec le bois de rose des Antilles, ni avec les arbustes de la famille des *convolvulacées* qui poussent aux îles Canaries et fournissent une essence appelée aussi "essence de bois de rose".

Le Pau Rosa vit dans les zones tropicales humides non inondables du bassin nord amazonien, principalement au Brésil, à proximité de l'Amazone, du Rio Madeira, du Rio Negro et des fleuves tributaires, et en Guyane Française entre les fleuves Maroni et Oyapock. Le Pérou, la Colombie et l'Équateur abritent aussi quelques populations. Dans les habitats inexploités, la répartition du Pau Rosa est d'en moyenne 1 spécimen par hectare, voire 1 pour 5 hectares. Les populations intactes, d'accès difficile dans la forêt, ne sont pas inventoriées. Le Pau Rosa est un arbre dense, à croissance lente à la couleur brun sablé-rougeâtre. Il mesure jusqu'à 30 m lorsqu'il est adulte et vit en moyenne 50 ans. La propagation naturelle de l'arbre est rendue difficile par la prédation des graines par les oiseaux attirés par son odeur. "Pour le Pau Rosa, le plus difficile ce n'est pas de survivre, c'est de naître" résume l'INPA (Instituto Nacional de Pesquisas da Amazônia). Pourtant des petits rongeurs facilitent la dissémination de l'espèce en grignotant la coque de la graine et en transportant le coeur. Aucune maladie n'a été observée; seuls des insectes qui creusent l'arbre de l'intérieur peuvent accélérer sa mort naturelle. .../...

.../... Le Pau Rosa donnera en moyenne 1% de son poids en huile. Les vieux arbres ont un rendement supérieur mais d'autres facteurs influent sur la concentration en huile, comme la variabilité de l'espèce, des sols et de l'environnement. Un spécimen adulte donnera ainsi entre 15 et 25 kg d'huile contenant environ 80% de linalol qui servira à fixer les composants. L'huile de Pau Rosa est légère et transparente. Brute, son odeur est forte, peut agréable. Elle est faiblement corrosive.

La cueillette du Pau Rosa commence au 17ème siècle en Guyane Française, pour des fonds de tiroirs de commodes parfumant le linge. Seuls les indiens utilisaient le Pau Rosa pour les canoës. Le système de distillation est mis au point vers 1875, permettant l'utilisation de l'huile dans la parfumerie et la savonnerie. Les bûches sont acheminées à dos d'homme vers le fleuve le plus proche puis transportées jusqu'à Cayenne. Avant que les distilleries ne soient construites sur place, le bois était convoyé brut vers le midi de la France. En 1926, l'exploitation maximale de la ressource pousse la production française à plus de 100 t d'huile pour 43 distilleries. En 1927, le Brésil entre dans la course et les premières distilleries s'installent dans la région de Juruti Velho, au centre du bassin amazonien. En 1950, les 50 distilleries brésiliennes produisent jusqu'à 600 t d'huile par an.

Chez Maria. 7 h. 16/10/97

A partir des années 1960, le linalol synthétique, produit de synthèse 2 à 3 fois moins cher, incluant une note d'essence naturelle, entre sur le marché. Ce substitut, quoique de qualité inférieure, séduit la parfumerie de gamme courante. La baisse de la demande d'huile de Pau Rosa et les opérations de spéculation des grossistes qui ont fait d'importants stocks d'huile déséquilibre le marché. Dans les années 1970, plus de la moitié des distilleries brésiliennes ont fermé, la Colombie et le Pérou cessent leurs productions marginales et la Guyane française arrive au terme d'une exploitation intensive d'un siècle. Face à l'épuisement des gisements accessibles et à la concurrence qui ne permet pas de coût d'exploration-exploitation plus élevé, la dernière distillerie française, implantée à Regina, ferme. La pression sur les populations de Pau Rosa diminue mais il est estimé selon les négociants eux-mêmes, que 3 millions d'hectares de forêt amazonienne ont été prospectés entre 1937 et 1985. La production brésilienne se stabilise alors autour de 100 t par an.

En 1998, il reste une dizaine de distilleries implantées en Amazonie, près de Parintins, Itacoatiara, Mauès, Novo Aripuanã, Manaus et Presidente Figueiredo. La production officielle annuelle est d'environ 50 t par an. Le mode d'exploitation est toujours archaïque et seules les tronçonneuses facilitent le travail de l'extracteur lorsqu'elles marchent. Les distilleries les plus grosses sont fixes et le bois arrive par bateau. Les autres sont fluviales, ou terrestres mais démontables après plusieurs années d'exploitation et remontables près d'un nouveau gisement, en plus d'un mois. La baisse du niveau des fleuves depuis quelques années a réduit les possibilités d'extraction des distilleries embarquées. Les gisements des États de l'Acre et du Para surexploités durant un demi-siècle ne produisent plus officiellement d'huile de Pau Rosa. Dans la zone d'extraction historique de Parintins où est encore basée la majorité de la production, les distilleries mobiles remontent le Rio Nhamunda de plus en plus loin vers la Guyane pour débusquer l'arbre. Les Pau Rosa sont coupés de plus en plus jeunes. Les recommandations de l'IBAMA sur la taille minimale des arbres à abattre et la hauteur de la coupe sont loin d'être respectées et les moyens de contrôle sont insuffisants. La tendance inquiète les scientifiques de l'Embrapa (Conseil brésilien en recherches agronomiques) qui pensent n'être déjà plus en mesure de trouver des peuplements intacts de chaque population pour collecter des graines sélectionnées et former des "Banco Ativos de Germoplasma" (BAGs).

Les premières incitations au repeuplement ont été lancées par un décret brésilien en 1932. Reconduites dans les années 1960, ces directives n'ont donné lieu qu'à des expériences marginales de quelques producteurs. "J'ai acheté des boutures mais elles étaient de mauvaise qualité et plusieurs années plus tard, les arbres étaient encore minuscules", justifie un exploitant; "les bonnes sont trop cher: 25 F le pied". A Mauès, un des plus importants producteurs de Pau Rosa a installé une plantation près de son exploitation. Sur la centaine d'arbres plantés sans méthodologie précise, les plus âgés ont 5 ans. La plus vieille plantation est celle de la FAO (Food and Agriculture Organisation). Depuis 20 ans, des recherches sont menées dans la réserve de Ducke près de Manaus sur la croissance des Pau Rosa. Les arbres plantés sur une zone éclaircie à plus de 70% donnent les meilleurs résultats mais le diamètre des troncs est plus petit qu'à l'état naturel. Les essais de sylviculture sont encore loin d'être validés car ils s'orientent vers des plantations forcées et taillées afin de donner le plus vite possible des branches et des feuilles. Quoique odorantes, elles n'ont pas les mêmes qualités que l'huile obtenue par distillation des troncs, notamment à cause de la présence d'une note camphrée, l'horreur d'un bon nez. Sous la pression, les producteurs, l'IBAMA et l'INPA ont accéléré en cours d'été 1997 la mise en place d'un agenda d'actions prioritaires. Celui-ci prévoit entre autres que les producteurs plantent 1 hectare par an de Pau Rosa (environ 1600 arbres), qu'un inventaire des exploitations soit mis à jour, qu'une déclaration des stocks d'huile et de bois soit faite et que le contrôle des transports d'huile soit accru.

Le commerce du Pau Rosa est destiné à 70 % à l'exportation, principalement vers les États-Unis, la Suisse et la France. Les grossistes auront auparavant mélangé les essences pour former le "bouquet". Ses qualités seront plus ou moins bonnes selon les apports et les qualités. Depuis plusieurs années, les parfumeurs se plaignent de l'irrégularité du produit et d'autres essences naturelles, dont les statuts sont méconnus ou inquiétants et qui contiennent du linalol, comme le Ho-oil de Chine et le Petit-grain du Paraguay sont proposés à prix avantageux sur les palettes•

UN ALAMBIC DANS LA JUNGLE

Maria produit de l'huile de Pau Rosa dans la région de Presidente Figueiredo, à 150 km au Nord de Manaus. Seule femme à exercer ce métier dans toute l'Amazonie, elle fait travailler 40 hommes dans la forêt, sur des terres appartenant au gouvernement. Pendant 3 mois, ils extraient, débitent et distillent des Pau Rosa avant de regagner la ville pour une semaine, et revenir. Seuls quelques uns sont "mateiro", hommes de la forêt. Ils partiront seuls localiser les Pau Rosa et parfois se perdront à jamais. Installée là depuis 2 ans, la distillerie sera démontée dans environ 1 an, quand il n'y aura plus assez d'arbres pour assurer une production rentable. 3 mois avant le départ, un mateiro partira plus loin pour chercher un nouvelle zone d'exploitation, choisie si plus de 500 Pau Rosa sont repérés. Le dimanche, la distillerie est à l'arrêt, les hommes vont à la pêche et se baignent dans une cascade voisine où cohabitent un vieux boa et un alligator.

Après quelques recherches, nous rencontrons Maria dans sa maison en bois, en lisière de forêt. Autour, beaucoup de parcelles sont en feu. Il y sera planté des fruits, des épices et du manioc. C'est de là qu'elle emmène les hommes et le matériel pour la distillerie, là où elle revient quand les fûts d'huile sont pleins. Aujourd'hui, elle est en ville pour se faire entendre par l'administration brésilienne. "On veut nous faire payer toujours plus de taxes. C'est un pays de bandits, il faut toujours se battre". Des fûts vides à l'odeur d'huile de Pau Rosa mêlée à celle de gasoil, des appareils hi-fi et des vivres sont arrimés au vieux tracteur, quelques hommes s'accrochent par dessus, certains encore mouillés de la trempette qu'ils viennent de faire pour se dégriser dans l'igarapé, un bras de rivière. Il fait plus de 30°, l'air est très humide, les cendres volent et se collent à la peau, mais il n'y a pas de moustique. Sur le chemin, les ornières sont béantes et le végétal reprend petit à petit son droit. Les ponts de bois vieux de 20 ans sont renforcés régulièrement. Il faut 4 heures pour parcourir 40 km et encore plus pendant la saison des pluies. En route, nous voyons quelques petits Pau Rosa. Le parfum se fait de plus en plus intense et, enfin, le camp et la distillerie installés sur un terrain défriché par brûlis apparaissent derrière la forêt. Sur le côté, une étendue rose dénote avec la jungle. C'est un ancien terrain de foot bricolé -il reste les buts- recouvert sur plus d'un mètre d'épaisseur de copeaux de Pau Rosa distillés et déposés par brouette.

A côté, une grande baraque ouverte, couverte de tôles, avec un conduit de cheminée, abrite un broyeur, une cuve en acier reliée par des tuyaux au four et à une citerne à eau. "Vous dormirez par terre". Acquiescements. Rires de Maria et des curieux rassemblés autour de nous. "Mais non, vous dormirez dans un hamac dans le garde-manger. Il n'y a que les chiens qui dorment par terre". La cabane où sont stockés les vivres fait office d'épicerie locale pour s'approvisionner en tabac, savons, piles ... La nuit tombe et nous allons nous baigner dans l'igarapé, près de la pompe à eau qui alimente la distillerie grâce à un groupe électrogène. La végétation aquatique et aérienne est abondante, des grenouilles, des lézards, les derniers oiseaux diurnes et beaucoup d'espèces non identifiées se font entendre ou deviner. Pendant le repas autour d'un poulet, de riz au manioc et de "succo", une poudre aromatisée diluée dans de l'eau, les voix unanimes témoignent de la bonne santé des Pau Rosa et du renouvellement naturel de l'espèce. "On entend beaucoup parler des recherches mais ils ne se déplacent jamais jusqu'ici pour venir voir". "C'est un métier difficile mais je suis mieux là qu'en ville" dit Maria. L'avis est partagé par les hommes qui travaillent pour un peu plus du revenu minimum brésilien (1000 F) dans cet îlot de ferraille et dans la jungle où il tombe 200 cm d'eau par an. La plupart font ce métier de père en fils. Il est l'heure de rejoindre son hamac. La forêt résonne de bruits lointains, de chants d'oiseaux et des hurlements proches des macaques. Les chiens et les chiots s'agitent et aboient, un insomniaque chante le nouveau tube de Parintins, le walkman sur les oreilles. Parfois, toute la forêt se tait pour quelques courts instants inquiétants. Les jaguars ne sont peut-être pas loin. A 6 h, le soleil se lève et la distillerie est remise en route. Les libellules flottent au dessus des bûches de Pau Rosa. Après le café et les galettes de céréales, les groupes de travail reprennent leurs tâches. Des hommes partent avec le tracteur pour chercher les tas de bûches de Pau Rosa. D'autres partent à pied couper les 10 arbres, des jotobas, nécessaires à l'alimentation journalière du four et les ramènent sur leur dos. Certains portent des bottes en caoutchouc pour accéder aux zones marécageuses, "comme ça les serpents mordent dans le plastique". Les bûches de Pau Rosa sont débitées à la hache puis enfournées dans un broyeur à bois d'où sortent les copeaux. Ils seront distillés à la vapeur, pendant au moins 3 heures, "pas plus sinon l'huile brûle et il y a moins de linalol". L'huile est refroidie dans un alambic et coule, mêlée à de l'eau dans des bidons divers qui ne laissent pas présager que la substance entrera dans la composition des parfums les plus chers. La séparation s'effectue par densité. La cuve est renversée, les copeaux fumants régalés. Malgré leur parfum et leur couleur, ils ne serviront plus à rien. La production de cette distillerie est d'environ 4 barils de 180 litres chacun par mois. Cela représente environ 30 Pau Rosa mais la taille et l'âge des arbres ne faisant pas l'objet de pesée, ni d'estimation, la conversion est hasardeuse. Maria vendra l'huile à 70 F/litre environ et le grossiste, plus de 150 F/litre.

Nous attendons que la tronçonneuse soit réparée pour partir en forêt. "Ces machines sont toujours en panne". Elle le restera un bout de temps encore. La progression est difficile, même avec les machettes des 2 hommes qui nous accompagnent. Des lianes remplies d'eau servent de gourde. Un autre groupe appelé en tapant sur un arbre creux qui résonne au loin arrive avec un bidon d'eau. Nous sommes trompés par des arbres qui dégagent la même odeur que le Pau Rosa, comme le Louro-Rosa; "nous nous trompons parfois nous-mêmes". Le mateiro nous renseigne sur les propriétés médicinales des arbres que nous croisons, comme le "breo", souverain pour les maux de tête. Le chemin est bordé de Pau Rosa coupés au ras du sol et nous apercevons des voies reconquises par la forêt qui signalent d'anciennes zones d'extraction. Après une longue marche, le premier Pau Rosa adulte apparaît. Il a au moins 30 ans et la cime est cachée par les lianes qui s'y mêlent. Le mateiro a indiqué le chemin en fléchant des arbres qui bordent le passage. Sur le tronc, il grave un V à la machette, sa signature. Un groupe viendra abattre l'arbre désigné. Les hommes ne doivent pas avoir à faire plus de 20 km à pied pour ramener les fardeaux à dos d'homme. La charge moyenne est de 120 kg. Le tracteur prendra le relais sur le chemin principal et amènera le bois à la distillerie•

ENTRE CHANEL ET ROBIN DES BOIS

Du début à maintenant, l'histoire de Chanel et de Robin des Bois est faite de surprises. En 1995, un ami transmet à Robin des Bois la photocopie d'un article de Veja, magazine brésilien tiré à plus d'un million d'exemplaires. Il y est expliqué l'usage de l'huile de Pau Rosa par les grands parfumeurs et en particulier Chanel. Paru sous le titre Madeira n°5 (bois n°5), le reportage ne suscite pas de réactions particulières au Brésil, ni de la part des écologistes, ni de la part de Chanel.
Piqué par une fléchette épistolaire, Chanel ne sort pas de sa tour d'ivoire et jette du sommet, une missive plate, une sorte d'énigme qui ne confirme ni infirme la présence d'huile de Pau Rosa dans le n°5, et fait référence à la confidentialité chère aux industriels de la chimie, du nucléaire, et aux trois étoiles de la mode, de la cuisine et de la vigne.

Quelques mois plus tard, cette réponse de Chanel enfermée dans un flacon de n°5 version 1920, est publiée dans La Flèche. Une journaliste du journal le Monde ôte le bouchon et répand cette histoire de bois de rose et de soufre à la une. Des titres dévastateurs alimentent alors la presse mondiale, assortis de photos de Marilyn Monroe. Un journal italien ose même un terrible "le parfum de Marilyn a tué la forêt tropicale". L'outrance de la presse est encouragée par le refus de Chanel de communiquer sur la composition du n°5. Les journalistes sont déroutés, ou irrités par la grande disponibilité du service de presse et le flot d'informations sur Chanel et sur le n°5, une espèce de sprinkler qui arrose l'auditoire mais élude le problème crucial du jour et du début de l'été, à savoir la présence d'huile de Pau Rosa dans le plus prestigieux des parfums du monde. Quelques observateurs mettent en garde Robin des Bois sur l'imminence d'un procès concocté par des armées de juristes rompus à rectifier toutes les contrefaçons et les contre-publicités. Sur un sujet aussi pointu que l'huile de Pau Rosa dans le n°5, Robin des Bois n'avait pas beaucoup d'informations précises, et la seule source disponible restait cet article providentiel et documenté de Veja. Le fait que Chanel juste après le n°5 ait inventé Bois des Iles, "le sang et l'âme des forêts tropicales" était simplement un indice. Mais plus que l'indicible présence du Pau Rosa parmi 80 autres composants, c'est bien l'opacité de la communication de Chanel qui a mis le feu aux poudres médiatiques et si l'absence de réponse précise de Chanel à dissuadé quelques télévisions soucieuses d'équilibre dans les prises de paroles, elle a enclenché un raz-de-marée dans la presse, sauf en Extrême Orient.

Fin juillet des agronomes et botanistes brésiliens entrent en contact avec Robin des Bois, délivrent des informations fragmentaires sur l'exploitation et le marché du Pau Rosa. Une évidence s'impose : aller en Amazonie, autour de Manaus, voir et comprendre. C'est ainsi que 2 Robin des Bois se sont retrouvés dans une distillerie mobile qui n'avait jamais reçu en 20 ans de pratique la visite d'observateurs étrangers, ni même de techniciens brésiliens. Faute d'emplois du temps chargés et d'effectifs insuffisants, ils n'ont pas accompagné les Robin des Bois dans la visite de site. Confrontée à l'exploitation intensive de la forêt et à l'agriculture artificielle développée par les transmigrations urbaines, l'exploitation des Pau Rosa fournit du travail à quelques centaines de personnes. Il est apparu souhaitable et possible de conjuguer tous les efforts pour sauver à la fois l'espèce et le métier et contribuer ainsi au développement des ressources secondaires de la forêt.

A la bibliothèque botanique de Manaus, une équipe de Chanel vient de rechercher des éléments bibliographiques sur le Pau Rosa. Simultanément à Paris, nous recevons une lettre du Président de Chanel. Il confirme que Chanel est un consommateur marginal de Pau Rosa et invite à une réunion de concertation dans des délais rapprochés. Quelques jours avant cette rencontre, Chanel envoie au journal le Monde la copie de ce courrier; une initiative qui relance l'affaire, notamment en Grèce, en Italie et en France et favorise les interprétations négatives sur le registre Chanel avoue, reconnaît, plie, cède.

La rupture dans le mode de communication du grand couturier parfumeur est survenue après des semaines de tensions intérieures et d'évaluations contradictoires des risques à court terme et à moyen terme. La perspective de passer les fêtes de Noël avec le n°5, un parfum phare dans une zone de turbulences, sous l'oeil goguenard de la concurrence planquée dans la forêt tropicale ou les laboratoires chimiques a joué son rôle, mais l'opportunité de s'inscrire en tant que producteur responsable et conscient des dangers écologiques est aussi prise en compte.

La réunion a donc eu lieu. Elle s'est conclue par un communiqué conjoint et des perspectives de travail convergentes. L'inscription du Pau Rosa à l'annexe II de la CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction) incombe à Robin des Bois et les investissements techniques dans le domaine de la protection et de l'exploitation du Pau Rosa relèvent de la compétence de Chanel, et des autres parfumeurs utilisateurs. L'annexe II de la Convention de Washington, contrairement à l'annexe I n'interdit pas le commerce international mais il le soumet à des permis d'exportation et d'importation qui permettent d'éclairer le marché, d'analyser les flux et de répartir les responsabilités. D'ores et déjà, les gouvernements français et brésiliens ont reçu un dossier concernant cette proposition d'inscription du Pau Rosa en annexe II de la CITES, et des associations internationales, notamment américaines, autrichiennes, suisses, et africaines ont apporté leur soutien. L'ORSTOM vient de décider de développer les recherches sur le Pau Rosa en Guyane française, des contacts se nouent entre Robin des Bois et les utilisateurs potentiels de Pau Rosa ainsi que les quelques négociants concernés. Les promoteurs d'aromathérapie qui vendent, y compris dans des salons du bien être et de l'écologie, de l'huile de Pau Rosa pour soigner "la baisse d'énergie générale et sexuelle" ont reçu des courriers leur demandant d'abandonner cette référence dans les meilleurs délais.

CHANEL

INFORMATIONS

Le 5 novembre 1997

COMPTE-RENDU DE REUNION

A la suite des inquiétudes exprimées par l'association Robin des Bois en ce qui concerne l'utilisation de bois de rose dans le N°5, Chanel a récemment rencontré cette association afin d'échanger les informations recueillies de part et d'autre.

A l'issue d'une réunion de travail constructive, Chanel et l'association Robin des Bois sont tombés d'accord sur les points suivants:

Chanel est un utilisateur marginal de l'essence de bois de rose.

L'utilisation de produits naturels permet à Chanel de maintenir une tradition et une qualité reconnues. La préservation des espèces naturelles et de la biodiversité est également le souci majeur des défenseurs de l'environnement. En ce qui concerne le bois de rose, ou *Pau Rosa*, la pérennité de l'espèce est donc un objectif commun.

Afin de favoriser une exploitation durable de cette ressource naturelle, Chanel souhaite s'impliquer sur le terrain, en Amazonie, comme elle l'a déjà fait dans d'autres régions du Monde. Robin des Bois prend acte de cette volonté qui renforcera la mise en oeuvre de modes de gestion favorables à la préservation d'une espèce vulnérable.

Robin des Bois a l'intention d'inciter les autorités compétentes à proposer le classement du *Pau Rosa* en annexe II de la Convention de Washington sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées, lors de la prochaine session plénière prévue en 1999 en Indonésie. Ce classement doit garantir une exploitation contrôlée visant à préserver cette espèce et le savoir-faire artisanal des producteurs de *Pau Rosa*. Chanel prend acte de cette volonté, qui va dans le sens d'une exploitation responsable des ressources naturelles.

SERVICE DE PRESSE - 135, AVENUE CHARLES DE GAULLE - 92521 NEUILLY SUR SEINE CEDEX - TÉL. (1) 46.43.40.00
SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 5022500F - SOCIÉTÉ ANONYME A DIRECTOIRE ET CONSEIL DE SURVEILLANCE - R.C.S. NANTERRE B542052766
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE PARCHANEL NEUILLY SUR SEINE - TÉLEX 630644 PARLU - LIAISON TÉLÉCOPIE: (1) 46.43.46.37

LES MAUVAIS COUPS À VENIR

La Commission Baleinière Internationale réunie à Monaco fin octobre 1997 a été le théâtre d'une coopération inédite entre américains et russes. A la réunion précédente (La Flèche n°3O), les États-Unis n'avaient pas réussi a obtenir un permis de chasse de baleines grises au titre de la chasse aborigène dont 2 critères ne sont pas en l'occurrence respectés: la non interruption de la pratique de la chasse et la contribution régulière de viande au régime alimentaire de la communauté requérante.
Dans une proposition commune avec la Russie, les États-Unis ont donc habilement accroché les 5 baleines grises de la population de l'est de l'Océan Pacifique réclamées par les indiens Makah à la remorque de la dernière des 140 baleines grises de la même population réclamées par les Tchouktches de Sibérie dont le droit à chasser est reconnu par la CBI. Avec un tel parrainage, ça aurait pu marcher. Mais l'Australie a fait passer un amendement selon lequel les baleines grises de la population Est du Pacifique Nord ne peuvent être chassées que par des communautés dont les moyens de subsistance traditionnels ont été reconnus. Le débat précédant le vote et les commentaires du président de séance établissent que cette reconnaissance relève de la CBI.
Pourtant, la délégation des États-Unis a diffusé immédiatement un communiqué reconnaissant le droit des Makah à chasser 5 baleines grises dans le cadre de leurs besoins alimentaires et culturels. Même si l'Australie a vigoureusement protesté contre le coup de force américain, il reste que les États-Unis soucieux de donner du lest aux communautés indiennes, semblent résolus à réouvrir une chasse abandonnée depuis 72 ans, malgré les protestations dans l'État de Washington, et au Sénat. Dans ses préambules de sa proposition, les États-Unis justifiaient la reprise de la chasse par l'accroissement du chômage au sein de la communauté indienne dû à la fermeture de la base voisine de l'US Air Force.
Protestations courtoises auprès de M. l'Ambassadeur des États-Unis, 2, avenue Gabriel 75008 Paris•

Comme on pouvait le redouter (La Flèche n°29) la Tour de la Terre "en bois des 5 continents" a été retenue officiellement par le maire de Paris, pour marquer les célébrations de l'an 2000 dans la capitale. L'opposition publique de Robin des Bois à l'utilisation de bois des forêts tropicales et boréales pour la décoration des salles de réception s'est manifestée au printemps 1997 dès la présentation du projet dessiné par le cabinet d'architectes Hennin-Normier-Lelièvre. Elle a amené les concepteurs à mettre en avant dans la version finale l'utilisation de poutres en lamellé-collé de résineux européens pour la structure porteuse, tout en gardant un silence prudent sur les autres essences envisagées. Le discours initial sur "l'hommage à toutes les civilisations, à toutes les cultures" à travers l'exposition d'échantillons de bois des forêts du monde entier s'est également mué en "hommage à l'écologie, à la nature", et les recettes éventuellement dégagées par les visites se verraient affectées à la dotation d'un prix, "une sorte de Nobel vert" remis chaque année. Ce ripolinage "écologiquement correct" d'un projet symboliquement mal engagé ne répond pas aux inquiétudes exprimées par les adhérents de Robin des Bois sur les conditions d'extraction et sur la provenance exacte des essences envisagées, ni sur la capacité et la volonté d'expertises environnementales des concepteurs. On voit d'ailleurs mal quel militant ou association écologiste accepterait la remise d'un prix au milieu d'échantillons de bois prélevés, entre autres, dans les dernières forêts primaires du monde. Dans l'état actuel du projet, la Tour de la Terre symbolise la puissance de l'industrie forestière occidentale, capable de haute valorisation technique et économique -l'utilisation d'éléments de 150 m de haut en lamellé-collé est présentée comme une première mondiale-, tandis que les pays africains, asiatiques, sud-américains ou de l'arc boréal producteurs de bois "exotiques" sont condamnés au statut de fournisseurs d'essences brutes ou très peu transformées, tels ces "échantillons". Plutôt qu'un hommage, un mauvais signe adressé aux pays en voie de développement pour le troisième millénaire.
Pour contester l'utilisation d'essences exotiques dans la Tour de la Terre:
M. le Maire de Paris, Place de l'Hôtel de Ville 75004 PARIS•

Le chantier parisien de la passerelle Solférino qui enjambera la Seine entre le jardin des Tuileries et le musée d'Orsay vient d'être engagé sous de mauvais auspices. Le caractère prestigieux d'un nouvel élément d'architecture urbaine au coeur du Paris touristique n'a pas échappé au lobby du bois tropical: celui-ci fait le forcing auprès de l'Etablissement Public du Grand-Louvre, mandataire de l'Etat pour ce marché, et du Ministère de l'Equipement, maître d'ouvrage, afin d'imposer l'utilisation de bois exotiques. De l'iroko, une essence africaine menacée, est déjà utilisée pour les éléments de rives en cours d'installation. Mais l'attrait principal de l'opération pour les fournisseurs de bois tropicaux est encore à venir; les platelages, les escaliers et les mains-courantes seront bien visibles du public, et serviront d'outil de promotion à destination des architectes et des aménageurs. De l'azobé, du teck et du doussié sont envisagés pour l'habillage de la passerelle. Heureusement la solution d'un platelage en chêne semble devoir être retenue, toutefois la décision définitive du choix des essences sera prise courant février. Selon nos informations, les luttes d'influences sont rudes entre fournisseurs de bois provenant des forêts tropicales, et leurs concurrents proposant des essences issues des forêts tempérées. D'ailleurs, dans un article concernant un autre usage de bois tropical, l'ipé de la salle des spectacles de Quimper, il a été suggéré que Robin des Bois était payé par "le lobby des bois tempérés". Un compromis entre professionnels pourrait être trouvé: abandon de l'azobé au profit du chêne pour le platelage, mais maintien de l'utilisation de teck ou de doussié pour les mains-courantes. Cette solution ne saurait satisfaire les associations de protection de l'environnement: alors que partout les forêts tropicales reculent, Paris ne doit plus être la vitrine de la déforestation. Pour demander l'abandon définitif de l'option azobé/ teck ou doussié et le choix de bois régionaux, adressez protestations et propositions à:
Monsieur le Ministre de l'Equipement, La Grande Arche, 92055 LA DEFENSE Cedex•

Le Conseil Général du Gard a ouvert un appel d'offres "relatif à l'étude de l'onde de submersion en cas de rupture (effacement total) des barrages de St-Cécile-d'Andorge et de Sénéchas en vue de la transformation des anciens plans d'alerte en plans particuliers d'intervention". Robin des Bois s'intéresse depuis une dizaine d'années aux réalisations de barrages, à leur impact social et environnemental, et à la gestion de leurs déchets de curage. A ce titre nous avons demandé communication du dossier d'appel d'offres, qui nous a été refusé. Cette obstruction au travail d'évaluation et d'information d'une association de protection de l'environne-

ment par la Direction Départementale de l'Equipement du Gard s'est opérée, selon le responsable du dossier, sur instruction de la cellule juridique du Ministère de l'Equipement. Outre le fait que la communication d'un dossier d'appel d'offres ouvert est obligatoire a qui en fait la demande, la rétention de telles informations dénote le peu de confiance pour les débats publics du ministère de tutelle•

Les mâchefers de l'incinérateur d'ordures ménagères du Havre contiennent des ferrailles qui n'ont rien à voir avec les ordures ménagères, squelettes de fûts et de bonbonnes, carcasses d'accumulateurs. Ces résidus d'incinération (20 à 30 % des tonnages incinérés) sont dispersés depuis 20 ans dans les environs du Havre. En 1988, 3 à 4000 tonnes de mâchefers ont été enfouies dans un terrain vague sur les rives de la Lézarde, traversant Harfleur. Ce terrain est vague mais cher car il permettrait l'extension de la zone commerciale voisine, la création d'un complexe cinématographique et de restauration rapide. La SCI La Lézarde qui gère le patrimoine foncier de la zone commerciale a vendu cette parcelle de presque 3 hectares pour la modique somme de 10 millions de francs à la marque Buffalo-Grill et à Gaumont. Le maire d'Harfleur vient d'accorder un permis de construire alors que la DRIRE (Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement) et la DIREN (Direction Régionale de l'Environnement) envisagent l'inscription de ce site à l'inventaire des sites pollués. Dans les zones alluvionnaires humides proches de la Seine dépendant du patrimoine foncier du Port Autonome du Havre, environ 10.000 autres tonnes des mâchefers errants sont d'ores et déjà stockées, avec d'autres résidus et gravats. Destinés plus tard à une "valorisation routière" faisant l'objet d'une vague circulaire ministérielle, les mâchefers du Havre vont encore frapper•

Les obligations et responsabilités sont relativement bien définies par le droit français en matière de curage et de dragage; par contre les produits de dragage et de curage, boues, sédiments, déchets n'ont pas d'identité juridique et de définition de toxicité. Le décret n° 97517 du 15 mai 1997 relatif à la classification des déchets dangereux ne cite pas les produits issus des opérations de curage et de dragage. Bien que les versions ultimes du projet de décret mentionnaient à la rubrique 170500 les boues de dragage et de curage grâce à l'insistance de Robin des Bois et de quelques DRIRE et Agences de Bassin au sein du groupe de travail concerné, une intervention de dernière minute extérieure au Ministère de l'Environnement a rendu aux boues qui traînent dans les fonds des cours d'eau et des bassins portuaires leur totale liberté de mouvement.
C'est ainsi qu'à Wervicq, les Voies Navigables de France s'apprêtent a extraire du lit de la Lys 2000 m3 de "terres polluées" pour -au choix de l'entreprise la moins disante- les éliminer, les revaloriser ou les mettre en décharge. "Les obligations d'inertage assureront des teneurs en métaux lourds ne dépassant pas les seuils indiqués dans l'arrêté du 1er mars 1993 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toutes natures des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement", L'astuce, c'est que cet arrêté a été abrogé par le Conseil d'État suite à une requête de l'Union des Industries Chimiques. Si toutefois ces seuils fictifs étaient dépassés, l'entrepreneur, qui effectuera lui-même les contrôles, aurait à évacuer les boues vers un site de dépôts choisi conformément à la réglementation en vigueur. La région Nord-Pas-de-Calais n'est pas équipée de tels sites et c'est donc, aux frais de l'entrepreneur, que ces boues seraient stockées ou traitées ... en région parisienne. Même traitement, même punition pour l'environnement dans le bras délaissé de la Lys à Armentières et dans le délaissé d'Erquinghem où environ 10.000 m3 de sédiments pollués seront extraits, puis stockés au bord de la Lys pour créer une île de remblais, avec une zone de reproduction (le dossier ne dit pas de qui ou de quoi) protégée des regards par "une plantation indigène impénétrable", un bois préservé et un espace de détente.
A Bonneuil-sur-Marne, la darse sud du port fluvial va être draguée. Bordée d'industries ou de stockages polluants et dégoulinants, desservie par un trafic intense de camions, la darse sud a des fonds douteux. Les teneurs en chrome atteignent 150 mg/kg, en plomb 2600 mg/kg, en mercure 4,4 mg/kg, en cadmium 7,6 mg/kg et en hydrocarbures 3020 mg/kg. Le Port Autonome de Paris cherche les solutions les plus économiques pour le devenir de 4.000 t de boues toxiques. En ce domaine, l'écologie et l'économie ne font pas bon ménage.
En mer, Bayonne va poursuivre le dragage et l'immersion des vases de l'embouchure de l'Adour où l'usine sidérurgique de l'Ucin axée sur la deuxième fusion de ferrailles de récupération rejette ses effluents liquides et atmosphériques.
Arcachon s'apprête a balancer en mer 40.000 m3 de vases riches en germes pathogènes et en cadmium migrant à travers les pertuis depuis l'estuaire de la Gironde.
Morlaix va refouler 4.000 m3 de vases engluant le port de plaisance au delà du mur barrage de l'écluse, dans la rivière de Morlaix puis dans la baie. Les ostréiculteurs riverains redoutent des maladies d'élevage au point que le débit journalier du rejet sera réduit à100 m3•

LE BON COUP

Le Service Maritime des ports de Boulogne sur Mer et de Calais (SMBC) fait fort. Depuis un siècle, ou selon les termes du préfet lui même des "temps immémoriaux", les déblais de dragage de ces 2 ports d'Intérêt National sont immergés à 2 milles du rivage à raison de 650 000 m3/an dans des zones de clapage décidément ancestrales. "Elles existaient déjà quand je suis né". C'est la seule information historique et administrative que délivrent les nombreux marins et chefs de port de la Côte d'Opale questionnés à ce sujet. C'est pour rompre avec cette transmission orale et se conformer à la meilleure réglementation disponible que le SMBC sous la tutelle du Ministère de l'Équipement entreprend un processus de régularisation et prépare une étude d'impact des incidences environnementales des dragages et rejets de dragage. Le dossier sera ensuite soumis a enquête publique dans les communes littorales de proximité, et éventuellement suivi d'un arrêté préfectoral d'autorisation. Pour Robin des Bois, disons le, c'est une victoire, le mot n'est pas trop faible. Après 5 ans d'une campagne lancée à Cherbourg contre l'immersion des boues de dragage du port militaire, c'est le premier pas significatif vers la prise en compte publique d'une activité qui constitue une nécessité pour les ports et un handicap pour la pêche, les usages d'agrément et les écosystèmes du littoral. A la réunion préparatoire à laquelle Robin des Bois était convié ainsi que Nord Nature, le responsable du Service Maritime du Port Autonome de Dunkerque a annoncé la prochaine mise en place de la même démarche. A quand le tour du Havre ? •

SAUVONS 45 EMPLOIS

La Cartonnerie de Pont-Audemer (CPA) est implantée au bord de la Risle, en Normandie. Les premiers bâtiments ont été construits en 1838. Ils abritaient un moulin à papier. Encore en activité aujourd'hui, des cylindres de la sécherie portent l'estampille de l'exposition universelle de 1901. Au début du siècle, le papier carton était réalisé à base de paille et de rognures de textile, sous-produites par l'industrie du tissage.
La pâte à base de papiers de récupération collectés sur le plan régional est fabriquée à partir de 1950, on en faisait en particulier les tickets du métro parisien.
En 1997, la Cartonnerie de Pont Audemer a recyclé:
- 8000 t de papiers-cartons, issus de la collecte régionale
- 4000 t de textiles de récupération, des cotons et des laineux triturés dans des dédales de céramique, un exemplaire unique d'une technique traditionnelle dite des "piles hollandaises". Un tri de plus en plus sévère doit être effectué en début de chaîne pour refouler les synthétiques ou les tissus avec apprêts nuisant à la qualité du produit final.
- 1500 t de déchets de scierie en provenance "de l'autre coté de l'eau", c'est à dire de la rive droite de la Seine, des alentours de Neufchâtel en Bray; des résidus de feuillus, hêtres en majorité qui confèrent au produit final une résistance mécanique exceptionnelle.

La CPA alimentait le marché des cartons-feutres utilisés dans le bâtiment et le secteur automobile comme sous-couche d'étanchéité et isolant acoustique. Du premier créneau, subsistent des ouvertures vers les pays du Maghreb et d'autres pays de l'hémisphère sud. Du deuxième, il ne reste rien. C'est pourquoi la CPA a réorienté sa politique commerciale sur les feutres absorbants d'égouttures en milieu industriel et de bruit dans les habitats collectifs. L'absence de réseau commercial structuré pour approcher la grande distribution et les entreprises freine le développement de cette nouvelle gamme de produits, mais ses performances et sa simplicité en font des concurrents redoutables pour les absorbants traditionnels comme les sciures qui posent des problèmes de sécurité anti-incendie dans les usines ou pour des matériaux d'isolation acoustique qui à prix égal sont moins performants.

Robin des bois a découvert cette usine l'année dernière dans le cadre d'un rapport sur les activités de récupération et de recyclage commandité par l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise d'Énergie) et la FEDEREC (Fédération Francaise de la Récupération pour la gestion industrielle de l'Environnement et du Recyclage). La Cartonnerie de Pont Audemer est un maillon clef de la pratique du recyclage. Elle absorbe 3 flux de récupération et en fait un produit unique; le problème c'est qu'elle est négligée par les Pouvoirs Publics qui n'ont pas bien saisi l'importance stratégique et symbolique d'une telle activité. Aux prises avec des difficultés financières, l'usine a besoin d'une remise à niveau sur le plan de la protection de l'environnement et de l'organisation interne; une station d'épuration biologique et un bassin tampon en amont de la station physico-chimique permettraient de réduire les rejets dans la Risle et d'utiliser pour la fabrication des feutres des colorants plus diversifiés.
Pour consolider les filières du recyclage des papiers/cartons, des textiles et des résidus de bois, Robin des Bois va appuyer les démarches entreprises par la Cartonnerie de Pont Audemer auprès de l'ADEME et de l'agence de bassin Seine-Normandie pour obtenir des prêts bonifiés ou des subventions. Les priorités sont d'une part l'acquisition d'un outil de défibrage et de trituration qui permettraient de doubler la production de pâte textile et d'autre part la construction d'une station d'épuration biologique. Enfin, Robin des Bois a décidé de promouvoir un des cartons de la Cartonnerie de Pont Audemer pour des usages graphiques ou décoratifs.

BALEINES CÉLESTES

Si, si, il y a des baleines en Méditerranée, des globicéphales, des rorquals communs, des cachalots et des dauphins. A bord d'un voilier hauturier, en acier, spartiate mais pas trop, vous pourrez les guetter, les observer quand elles se rapprocheront de vous et du bateau, le Clochard céleste. Secteur d'observation: entre Gènes, Toulon et la Corse orientale. De mai à septembre. Participation au frais 1200 F par semaine. Contact: M. Beltzer 06 85 95 62 54

ROBIN DES BOIS

Abonnement à la Flèche : 100 F
Adhésion à ROBIN DES BOIS comprenant l'envoi de la Flèche, journal trimestriel de l'association, membre actif : 250 F
Membre bienfaiteur : + 250 F
ROBIN DES BOIS
15 rue Ferdinand Duval
75004 Paris

Règlement par chèque ou mandat à l'ordre de ROBIN DES BOIS

LE SALAIRE DE LA PEUR

Pour réaliser un rapport sur l'exploitation forestière au Cameroun, commandée par l'UICN Hollande (Union International de Conservation de la Nature) deux Robin des Bois y ont passé plusieurs semaines. Ce rapport sera l'une des bases documentaires d'une campagne d'information sur la consommation des bois exotiques. Cette campagne sera coordonnée par Agir Ici et animée par de nombreuses associations de protection de l'environnement. A travers "le salaire de la peur", et "le cri de la forêt", découvrez deux effets secondaires de la déforestation.

Les éléphants de la route, leurs migrations rageuses n'ont qu'un lointain rapport avec les pérégrinations paisibles des troupeaux de pachydermes. Affluant sur les routes du Cameroun au rythme de la déforestation, les camions-grumiers traversent ville et villages semant poussière et crainte. Ils sont la partie visible de l'exploitation des dernières forêts primaires du bassin du Congo, l'écho assourdissant des chantiers forestiers. Si la propagande en provenance d'Afrique amplifie les tensions entre les vrais éléphants (*loxodonta africana*) et les cultivateurs, le comportement meurtrier de ceux qu'on appelle là bas les "éléphants de la route" (*renault africana 100 ch*) ne fait pas l'objet de communications internationales.

Chaque jour et chaque nuit pendant la saison sèche et cette année, même en saison des pluies, venus de l'est et du sud Cameroun, de la République Centrafricaine ou des confins nord-congolais, des centaines de camions chargés de bois brut se dirigent vers les ports de Douala et Kribi. Rien ne doit entraver leurs cadences imposées. Il peuvent avaler plus de 1100 km en 2 jours sur les pistes défoncées par la noria, et puis recommencer, jusqu'à 7 fois par mois. Des primes de rendement incitent à toutes les imprudences: plus le camion fait d'aller-retours, plus il transporte de m3 ou de tonnes, plus le chauffeur gagne. Les grandes sociétés forestières occidentales travaillent presque à flux tendus, les bateaux n'attendent pas, les scieries doivent être constamment alimentées. On ne sait quelle prime est la plus criminelle: la cadence éreinte les chauffeurs, dont beaucoup consomment des amphétamines nigérianes et les primes au cubage ou à la tonne poussent à surcharger les remorques. On voit ainsi des grumiers lancés à plus de 100 km/h avec 60, voire 70 tonnes de bois, répartis en 10 grumes précairement entassées. Le règlement des transports impose un poids total en charge de 50 t, mais les deux ponts-bascules sur l'axe Yaoundé-Douala ont été abandonnés depuis plus de 5 ans, alors que l'extraction de bois commençait justement à s'emballer... Pourtant un pèse-essieux obligatoire couplé à un contrôle de gendarmerie a été installé en 1996 sur la route bitumée d'Ayos à Yaoundé. Payé par l'Union Européenne pour éviter la dégradation de cet axe routier qu'elle a financé, et bien que doté d'un équipement informatisé alimenté par batteries, il est installé dans un baraquement sommaire, sans électricité. La nuit, lorsque les passages de grumiers s'accélèrent, la frappe des données sur l'ordinateur s'effectue à la lueur d'une lampe de poche. Quant aux 3 fonctionnaires du Ministère des transports qui le contrôlent, ils sont démotivés par des salaires ne prenant en compte que 8 h de travail pour 24 h de présence, et par la morgue des compagnies forestières ou de leurs sous-traitants qui préfèrent imposer aux chauffeurs une piste plus longue et plus dangereuse passant au nord, mais non-contrôlée. A mots couverts les compagnies occidentales ont menacé d'appliquer une nouvelle stratégie: surcharger encore plus leurs camions entre la province de l'Est et Ayos, et créer dans cette ville un parc à bois de transit où d'autres camions viendraient chercher les grumes pour fractionner les charges et passer le contrôle dans la légalité. Seules les sociétés étrangères auraient une assise financière assez solide pour multiplier ainsi les camions sur un segment surveillé. Les petites sociétés camerounaises seraient éliminées. Le chauffeur du grumier, lui, resterait de toute façon un forçat, dormant sous son camion garé tous feux éteints au milieu des pistes trop étroites, transportant pour arrondir ses fins de mois des carcasses de gorilles, de chimpanzés, des défenses d'éléphants braconnés par les ouvriers des exploitations forestières, menaçant piétons et véhicules, ne s'arrêtant jamais pour laisser le passage à plus petit, à moins stressé que lui. Leur code de la route s'impose à tous. Quand deux grumiers se doublent, tout le monde "se jette en brousse". Leurs seuls ennemis sont les pistes elles-mêmes, et les bourbiers qu'ils creusent à force de rotations sauvages. Les collines de l'Est et du Centre-Cameroun soumettent les freins à rudes épreuves, et de nombreux chauffeurs pratiquent la descente en roues libres afin de gagner en vitesse sur la prochaine montée. Le système d'arrimage est constitué de chaînes qui souvent ripent ou cassent, et font rouler les grumes de plusieurs tonnes sur la chaussée. Elles écrasent alors tout, comme ce taxi broyé avec 5 passagers en plein centre de Yaoundé, ou cette rue de Mutengene dévastée en décembre 1996 par un ensemble dont les freins avaient lâché: on releva une vingtaine de morts, des dizaines de blessés, 5 maisons défoncées; sans oublier les chauffeurs qui sont parfois décapités par le glissement de grumes mal arrimées. Les plans de charge sont en effet inexistants, et même s'il est difficile de répartir équitablement sur une remorque des grumes de diamètres et de longueurs inégaux, on constate couramment de vraies aberrations: grosses billes posées sur des petites, dépassements de la largeur de la remorque par des grumes tendant les chaînes à bloc. Le long des pistes, dans les villages, il est fréquent de trouver des billes tombées et abandonnées. Les compagnies forestières viennent rarement les rechercher, le coût du déplacement d'un engin chargeur étant en général supérieur à la valeur du bois. Ces arbres finalement coupés pour rien viennent s'ajouter au gâchis de matière constaté tout au long de la filière. Sur 80 km entre Gari Gombo et Yokadouma, vers cet "eldorado de l'Est" taillé dans la forêt primaire, nous avons rencontré 5 ensembles totalement embourbés, un chargement complet de billes de sapelli répandu sur la piste, un grumier fracassé et un autre renversé. Sur les pistes du Cameroun, le bois est une matière dangereuse.

La chasse est une activité de subsistance pratiquée par les populations indigènes des forêts tropicales. L'usage de pièges en bois ou en rotin, d'arcs, d'arbalètes, ou même de vieilles pétoires ne la rend pas agressive au point de perturber l'environnement.

Mais quand une compagnie forestière obtient l'autorisation d'exploiter une zone, le traçage des routes et des layons de débardage permet aux braconniers professionnels de pénétrer au coeur de forêts jusqu'alors isolées. La pression de chasse est accentuée par l'augmentation de la population exogène liée aux chantiers forestiers, et éventuellement aux scieries. Des villes créées de toutes pièces surgissent dans la forêt primaire, hébergeant plusieurs centaines d'ouvriers et leurs familles qui, en l'absence de cultures et d'élevages aux alentours, sont ravitaillés en viande de chasse par des braconniers professionnels. La faune sauvage est alors déclinée sur tous les marchés, dans tous les restaurants et les bars, les "circuits". A 500 ou 600 CFA le morçeau (5 ou 6 FF), les singes cercopithèques, les gorilles, les chimpanzés, l'éléphant, le varan, le boa, le pangolin, le porc-épic, le crocodile, frais ou boucanés, sont proposés en ragoût ou grillade. L'abondance est trompeuse: la chasse est plus efficace mais la quête est de plus en plus longue. Les grands animaux s'éloignent dès l'ouverture du chantier forestier, fuyant le hurlement des tronçonneuses et les vibrations des arbres qui s'effondrent, tandis que le petit gibier subit une pression accrue par l'utilisation récente de pièges à cables d'acier.

L'administration des Eaux et Forêts est impuissante ou passive. A Campo, près de la Guinée-Equatoriale, en pleine réserve nationale, un fonctionnaire du poste forestier le confirme: "Il y a beaucoup de braconnage car les agents de contrôle manquent de moyens, on a encore des armes coloniales datant de la première guerre mondiale, ça pèse beaucoup, et si on veut poursuivre un braconnier c'est lourd. On ne dispose d'aucun moyen de transmission, et notre seul véhicule est une vieille moto que nous a donnée une Organisation Non Gouvernementale. Quand on sait qu'il y a des braconniers en brousse, il faut chercher à emprunter un véhicule. On n'utilise pas ceux de la compagnie forestière, sans quoi les braconniers sont avertis de notre arrivée par les chauffeurs." Cette absence de moyens est aggravée par la corruption et l'implication de nombreux fontionnaires dans le massacre de la faune. Dans la même région, en mai 97, un gendarme et quatre autres braconniers ont été pris sur le fait par la population d'un village. Ils étaient alors en possession d'armes perfectionnées avec lunettes infrarouge, de singes, de crocodiles, d'un pangolin géant, d'antilopes, de chats sauvages et de lièvres, tous chassés la même nuit. Alerté par les villageois, le sous-préfet a fait saisir les 32 dépouilles et est reparti avec les braconniers. Depuis "ils reviennent chaque semaine" nous affirme le chef d'un village installé au bord de la route forestière. Pour certains observateurs "Le braconnage est un fond de commerce pour des administrateurs et fonctionnaires, ceux qui ont des cartouches en poche..." Effectivement, un officier de marine de la base nouvellement installée à Campo nous a expliqué les chasses effectuées à l'arme de guerre par la garnison, pour compenser la suppression des repas servis par l'armée, suite aux coupes budgétaires.

Le braconnage induit par l'ouverture des routes forestières et la demande des camps forestiers pose de graves problèmes d'alimentation auprès des populations locales: "On va être à cours de viande" se plaignent les habitants du village de Mindourou, en bordure d'une concession dans l'est du Cameroun. "Avant l'arrivée des exploitants, les singes passaient à 200 m des cases, il faut maintenant marcher 2 heures pour les voir, et souvent plus". Certaines zones particulièrement touchées se voient forcées d'importer de la nourriture des régions voisines, comme le regroupement de Pygmées Baka des Bosquets, près de Lomié, qui a subi la coupe illégale de ses moabis -un arbre dont les fruits procurent une huile alimentaire indispensable-, et qui a vu la forêt se vider au rythme des incursions de braconniers industriels. Une situation déroutante et auparavant inconnue des Pygmées: la disette en pleine jungle équatoriale.